

nombreux correspondants de journaux. Nous reconnaissons cependant que jusqu'à la ligne du Rhin intérieur, c'est-à-dire jusqu'à ce que nous soyons arrivés sous Mayence et Coblenz, nos engagements sur les provinces du Nord-Est, ne seront pas aussi sérieux que nos engagements sur l'Est où l'agglomération prussienne est formidable, où elle a besoin d'une victoire pour rassurer et engager les contingents du Sud, et où nous savons incontestablement de passer le fleuve.

Mais il est inadmissible que le Palatinat et l'Oldembourg ne soient pas énergiquement défendus.

Les forêts de Hüssel, de St-Wandell, les passages du mont-Tonnerre, sont trop difficiles à franchir pour ne pas être disputés, et si nous suivions les lignes de fer, ou bien il faudra que les Prussiens évacuent toutes les places fortes, ou bien il faudra nous livrer bataille, car nous n'isolons pas impunément quatre ou cinq garnisons.

Si l'on ne nous dispute pas la Sarre, c'est que notre premier champ de bataille, ainsi que nous le précisons hier, s'ouvrirait en face de Lauterbourg et de Wissembourg entre Germeschein et Landau, route de Manheim; et si nous nous battons près de Trèves, alors nous suivrons droit le lit accidenté de la Moselle.

Germeschein, signalé ce matin comme un point de concentration des Prussiens, est une forteresse toute moderne, devenue placé germanique de la Confédération depuis 1834.

J'ai dit hier, qu'après avoir essayé de déterminer les positions des différents corps de notre armée, nous tenterions un aperçu sur la manière probable dont les forces prussiennes sont groupées.

En ce qui nous concerne, il est établi ?

Que nous occupons avec des forces considérables, la diagonale de Sierck à Strasbourg ?

Que le 4^e corps est à Thionville avec le général Ladmirault ?

Que le 2^e corps est à Saint-Avold, sous les ordres du général Frossard ?

Que le 3^e est à Bitché avec le général Faillly ?

Que le général Bazaine commande à Metz ?

Que le maréchal Mac-Mahon opérera de Strasbourg ?

Que le corps Canrobert forme la réserve de cette formidable armée.

L'Empereur qui à lui seul garde un ensemble de 200,000 hommes, ou bien opérera sur le Haut-Rhin, s'appuyant sur Belfort, Besançon et Langres, ou bien formera sur toutes nos lignes une puissante réserve « pour neutraliser les éventualités d'un premier engagement » ou aider le corps qui aura triomphé à profiter par une énergique marche en avant, de sa victoire.

Quant à l'armée prussienne son « quartier général » par toutes ses provinces rhénanes, pour soutenir les forteresses frontières et couvrir les abords du Rhin — est à Kreuznach.

Le lecteur est forcé, pour comprendre la stratégie de la première bataille, de trouver ce point sur sa carte; il verra comment le gros de l'armée de l'Allemagne du Nord s'est posté.

Kreuznach est sur la Naye, qui se jette dans le Rhin à Bingen à égale distance, à peu près, de Coblenz et de Mayence. Cette ancienne ville romaine est un carrefour de routes diverses. L'armée, de ce point, peut se porter sur Trèves, sur Saarlouis, Landau, sur toutes les lignes du Sud. Elle est continuellement ravitaillée par les places du Rhin, et elle couvre en éventail les abords du fleuve.

Kreuznach, après l'histoire la plus tourmentée, dans la plaine de laquelle on s'est battu en 1620, en 1632; que nous avons prise en 1688 et 89, que nous avons eue (comme le reste) de 1807 à 1814, — est devenue une ville d'eaux.

Aujourd'hui elle doit commander militairement à la Bavière rhénane, non par ses défenses, mais par sa place géographique. Elle est le milieu de l'entonnoir, le « clou de réventail » dont la Sarre et notre frontière forment la lisière.

Le commandement de l'armée postée là, est entre les mains du prince Frédéric-Charles. Le premier corps qui s'en détachera sera commandé par le général Herward de Bittenfeld.

A Rastadt, de l'autre côté du Rhin supérieur doivent se trouver à l'heure où nous écrivons, les dépôts des contingents Hessois, Badois; Wurtembergeois. Les vivres et les approvisionnements de la forteresse sont immenses. La 25^e et 26^e division Hessoise; le 11^e et 12^e corps de la Confédération du Nord, sont déjà rasés sous le commandement en second du prince Louis de Hesse.

Enfin le prince régent de Prusse doit commander en chef tous les corps échelonnés en demi-cercle, depuis Mayence même, Darmstadt, Carlsruhe, Rastadt, jusqu'à Fribourg.

Donc, Kreuznach et Rastadt, foyers actuels de ces grandes concentrations ennemies, opèrent distinctement et se prêtent la main par Mayence.

Il nous reste maintenant à rappeler à nos généraux l'éternelle maxime prussienne qui, depuis Waterloo jusqu'à Sadowa, « leur a toujours réussi », à savoir « l'arrivée inattendue » d'un corps de troupes fraîches sur le champ de bataille.

A Waterloo, ce fut Blücher; à Sadowa, ce fut le prince de Prusse. Dans notre première bataille, où nous nous trompons fort, ou la diversion sera essayée. Il suffit déjà de lire sur la carte pour l'entrevoir.

C'est pourquoi nous demandons à nos généraux d'avoir mémoire de la tactique de Napoléon I^{er} : — de former des corps qui se surveillent entre eux, et qui soient toujours reliés par des routes praticables et qui, quelles que soient leurs instructions, marchent et « convergent au canon ».

C'est en faisant itérativement « le contraire des instructions qu'il avait reçues par l'Empereur » que Mac-Mahon a enlevé la bataille de Magenta, déplorablement engagée par la queue de l'armée ! Que cela serve de leçon...

Du reste, le duc de Magenta est fort à même de montrer du coup d'œil, de la précision, de la spontanéité. Mais il ne faut pas, nous le disons à regret, qu'il compte être appuyé par l'habile tacticien, M. Cousin-Montauban. Il n'est pas vrai, comme nous l'avions espéré, que ce dernier « est réservé pour une belle occasion et un grand commandement ».

Nous avons lu de lui des lettres découragées. Le général Trochu et le comte de Palikao ne sont pas bien vus, à ce qu'il paraît.

L'heure de la première affaire approche; dans les premiers jours de la semaine prochaine la rencontre aura lieu... Si nous avons un beau succès, de grandes alliances se déclareront sur le champ pour nous. Si nous passons le Rhin, assurément l'Autriche se prononcera; elle y est forcée et le prestige de son souverain en dépend !

Oh alors, quand les troupes autrichiennes massées en Bohême prendront la route de Berlin, quand 200,000 hongrois et une Pologne soulevée, arrêteront la Russie, — quand la Baltique ouverte aura vu débarquer notre corps expéditionnaire, — quand la Prusse sera séparée de ses contingents par une trouée de l'armée française, ou par le Nord ou par Nanheim, ou par nos ponts jetés en Alsace sur le Rhin, — alors nous serons bien près des grandes réparations, et la politique de M. de Bismark bien près du châtiment.

L'Angleterre boudera, boudera, mais n'interviendra pas; l'Italie opérera en Bavière; la Porte soutiendra les efforts de la Hongrie pour éviter l'invasion moscovite.

Et bien vite, dans ces grandes masses soutenues, devant ces éventualités, brillantes enfin pour la France, heureuses pour l'Autriche... on prononcera le mot de congrès.

Nous verrons !... Un congrès ! oui, après que les concessions préliminaires auxquelles nous avons droit auront été bien déterminées !...

Un congrès ?...

Le 5 novembre 1863, Napoléon III déclarait au Sénat que les traités de 1815 avaient cessé d'exister (plût à Dieu qu'ils existassent encore !) et il demandait un congrès.

Le 12 novembre, l'Angleterre refusait le congrès.

Le 4 janvier 1864, M. Drouin de Lhuys « prenait acte de ce refus ».

Le 20 avril 1864, on signait ce fameux « traité de Londres » pour la transaction danoise.

Voyons, au 22 juillet 1870, où en sont les stipulations de ce traité devant la Prusse et devant nos alliés, les Danois ?

« Un congrès, un congrès... nous avons le temps d'y songer, messieurs les Anglais ! »

PIERRE BARAGON.

(Centre Gauche.)

Le Journal officiel porte promulgation des lois suivantes :

1^o Loi portant à 140,000 hommes le contingent à appeler sur la classe de 1870 ;

2^o Loi relative à la comptabilité du mandat de député au Corps législatif avec les fonctions d'officier dans la garde nationale mobile ;

3^o Loi sur l'interdiction de rendre compte des mouvements et opérations militaires.

CORRESPONDANCES

Metz, jeudi, 20 juillet.

Hier matin, quatre hommes — avec le caporal obligé — amenèrent un espion surpris aux environs du bivac. Ce qu'il y avait de plus curieux, c'est que l'escorte prise dans un régiment campé est venu de bien loin et, ne connaissant pas la ville, était conduite par son prisonnier.

Voilà les deux faits saillants de la journée.

Je n'eusse certes pas parlé de ce malheureux, si un accoutrement caractéristique n'avait attiré les regards de tous. Jugez plutôt : la tête rasée, la moustache en brosse, le bonnet cosaque, la blouse de molleton ouverte, la cravate flottante, le pantalon de velours dans de courtes bottes... Tout cela sur un homme grand, maigre, osseux — en un mot, un véritable espion de l'Ambigu-Comique.

Gill, le spirituel dessinateur, qui m'accompagnait, s'est assis sur une borne et a croqué cet Allemand, tandis qu'il s'éloignait suivi d'une foule bruyante et curieuse.

Il n'y a pas à en douter, le pays est infesté d'espions; les Prussiens sont très friands du moindre renseignement et le paient assez cher pour que les pauvres paysans s'exposent en foule au danger de parcourir

les environs des camps où ils sont facilement reconnus.

La France, j'ose l'affirmer, dédaigne ces petits moyens de guerre — non par fierté, mais par la nature même de ses franchises intentions de campagne.

Aujourd'hui, l'on voit clair dans la tactique adoptée par la France; ce ne sera pas une guerre de ruses ou tous moyens sont bons d'après le proverbe : à la guerre comme à la guerre ! ce sera un vrai duel. On sait à qui l'on a affaire; on se prépare froidement et au jour voulu on se présentera avec ses hommes et ses moyens; le vainqueur ne sera pas le plus rusé; ce sera le plus fort. Après cela le monde entier saura à quoi s'en tenir.

Dans cette conduite il y a à la fois grandeur et confiance, ces deux forces dont la résultante est la bravoure.

Ce matin la ville à presque son aspect accoutumé; il est deux heures, et je n'ai encore entendu ni musique ni tambours, pas de canons parcourant la ville. Je n'ai rencontré en fait de voitures que le cortège d'un mariage avec une fort jolie mariée, ma foi. Pas de bruits; tout est donc arrivé : on n'est pas loin d'être prêt.

Pour extrait : EDMOND DUVAL.

La Gazette de Langueoc publie la nouvelle suivante, dont nous laissons la responsabilité :

« Nous apprenons de bonne source que ces jours derniers, le prince Léopold de Hohenzollern a traversé Bayonne.

« Le prince est resté un jour et une nuit à Guétiary, petit village situé sur le bord de la mer, entre Biarritz et Saint-Jean-de-Luz. Il était accompagné seulement d'un aide-de-camp.

« C'est là qu'a eu lieu une entrevue entre le prince et le général Priin.

« Les carlistes n'attendent que l'ouverture des hostilités pour entrer en campagne.

On reçoit de Hanovre les nouvelles suivantes :

« Dès le 19 juillet, le gouvernement prussien a enlevé toute la population mâle des fiefs de Norderney, Borkum et Juist, pour empêcher les Français de trouver des pilotes indigènes. Ces îles sont situées devant l'embouchure de l'Éms.

« Le port de Heppens est défendu par les fameux canons Krupp, qu'on a vus exposés à Paris en 1867. Ce port est du reste considéré comme mal défendu.

« Dans tout le royaume de Hanovre les trombes depuis 19 ans jusqu'à 50 ans sont appelés sous les drapeaux.

Nous apprenons de bonne source dit le *Moniteur*, que le gouvernement prussien a offert au Danemark l'exécution immédiate de l'article 5 du traité de Prague. Nous savions bien que la Prusse n'agit jamais que contrainte et forcée. Nous sommes convaincus que le Danemark n'acceptera pas cette offre tardive. Il sait d'avance qu'il serait encore trompé.

« Les troupes saxones vont être dirigées vers les duchés de l'Elbe. On se demande si la Prusse vis-à-vis de ses alliés montre combien l'Allemagne agit, dans les circonstances actuelles, contrainte par la Prusse.

Ainsi que nous l'avons annoncé, le prince Napoléon est arrivé jeudi soir à Paris, venant du haut de la Norvège.

C'est le 16 que Son Altesse Impériale a reçu la première nouvelle des complications politiques. Le prince a suspendu immédiatement son voyage et a fait route pour la France. Le yacht le *Jérôme-Napoléon* a parcouru en cinq jours les six cent lieues qui séparent Tromsø de Boulogne-sur-Mer.

Voici un fait qui paraît tout à fait certain :

— Mardi 19 juillet, un détachement de soixante chasseurs à cheval (4^e), sous le commandement d'un colonel, avait pénétré sur le territoire prussien pour tenter une reconnaissance du côté de Saarlouis. Nos cavaliers chevauchaient paisiblement sur la grande route, quand ils virent derrière eux un détachement de quinze uhlands également en marche vers Saarlouis.

Vu la disproportion du nombre, le colonel ne voulut pas les attaquer. Il ordonna même à ses hommes de se ranger sur un côté de la route pour leur laisser un libre passage. Les Prussiens se hâtèrent de profiter de notre tolérance. Mais au moment où l'un d'eux passait devant le colonel, il dirigea sur lui son pistolet et fit feu. Le colonel entendit la balle siffler à son oreille. Mais à peine le coup était-il parti, que nos chasseurs exaspérés se ruèrent sur le misérable et l'abattirent à coups de sabre.

Pendant le tumulte, ses camarades s'étaient enfuis à toute bride. Emportés par leur fureur, sours au prières du colonel qui cherchait à les retenir, nos chasseurs s'élançèrent à leur poursuite, et les menèrent, battant deux lieues au-delà des frontières, mais sans parvenir à les atteindre.

Par compensation, ils ramassèrent deux douaniers prussiens.

(Univers.)

On mande de Madrid, 21 juillet, soir :

« Certains individus cherchent à exciter la population contre la France. Ne pouvant y parvenir, ils font courir le bruit qu'une manifestation va avoir lieu contre l'ambassadeur de France. Les rumeurs qu'ils répandent sont fausses : les sentiments de l'Espagne sont toujours pour la conservation d'une neutralité sympathique à la nation sa voisine. — On assure que le travail d'excitation signalé plus haut est dû aux partisans d'une restauration qui se voient déçus dans leurs espérances depuis que la renonciation du prince Hohenzollern à la candidature au trône d'Espagne a été notifiée par le Cabinet espagnol aux gouvernements étrangers.

Par un décret en date du 19 juillet, rendu sur la proposition de l'amiral ministre de la marine et des colonies, l'Empereur a appelé M. le vice-amiral comte Bonet-Willaumez, sénateur, au commandement en chef de l'escadre du Nord.

Par un décret en date du 19 juillet, rendu sur la proposition de l'amiral ministre de la marine et des colonies, M. le contre-amiral Penhoat a été nommé commandant en sous-ordre dans l'escadre du Nord.

Le ministre de la guerre vient de soumettre à l'Empereur, qui l'a sanctionnée, une mesure très judicieuse relativement à la garde mobile. Il s'agit d'utiliser, par les divers services de l'armée, les connaissances et aptitudes spéciales des militaires appelés à l'activité. Voici les dispositions qui, dans ce but, vont être mises à exécution :

Médecins et pharmaciens. — Les docteurs en médecine faisant partie de la garde nationale mobile, les internes des hôpitaux, les étudiants en médecine et en pharmacie qui ne seront pas nécessaires au service de la garde, et les jeunes gens qui voudront servir comme infirmiers volontaires, pourront être admis dans les emplois de leur profession et recevront, les premiers, la solde d'aide-major, les derniers, la solde des infirmiers militaires; ceux-ci seront mis en subsistance dans une section d'infirmiers.

Vétérinaires. — Les vétérinaires diplômés, faisant partie de la garde nationale mobile, pourront être admis dans les emplois d'aides vétérinaires et ils en recevront la solde.

Bureaucrates. — Les gardes nationaux mobiles qui voudront être employés comme commis dans les bureaux des chefs d'état-major, des intendants et des sous-intendants militaires, auront droit à la solde des commis aux écritures des bureaux de l'intendance militaire, et seront placés en subsistance dans un des corps de la garnison ou de l'armée active.

Ouvriers d'état. — Les ouvriers des diverses professions militaires de la garde nationale mobile qui voudront servir dans les compagnies ou sections d'ouvriers y seront placés en subsistance, et recevront la solde d'ouvrier de 2^e classe.

Volontaires, etc. — Les gardes nationaux mobiles ayant l'habitude de soigner les chevaux, qui se présenteraient de bonne volonté pour conduire les chevaux des officiers généraux et officiers sans troupe, ainsi que les voitures du service auxiliaire des transports, et ceux qui voudraient servir comme sordons dans les compagnies du train des équipages militaires et les autres dans les corps de troupe les plus voisins; ils recevront les mêmes allocations en argent et en nature que les soldats de 2^e classe du train des équipages militaires ou des compagnies de cavaliers de remonte.

Malgré des indications qui précèdent, les gardes nationaux mobiles sont à même de faire les démarches nécessaires auprès de l'autorité militaire. Il convient, sur toute chose, de joindre aux pétitions des certificats et autres pièces légalisées attestant l'aptitude à l'emploi demandé.

Un correspondant de la *Tribune de Berlin*, qui se dit bien informé, prétend que les paroles dont s'est servi le roi de Prusse, pour congédier l'ambassadeur de France, à Paris, seraient textuellement celles-ci : « *Mites donc à ce monsieur que je n'ai plus rien à lui communiquer.* » M. Benedetti aurait, d'après ce même correspondant, entendu distinctement ces paroles, et quand l'aide de camp du roi, M. le comte Lahndorff, se présenta à lui, il lui aurait fait sa révérence, sans attendre ce qu'il allait lui dire.

Le Conseil général de la Banque de France, dans sa séance d'hier, a élevé le taux de l'escompte de 3 1/2 0/0 à 4 0/0, et le taux de l'intérêt des avances de 4 0/0 à 4 1/2 0/0.

Plusieurs journaux, s'étonnant de ce que le Gouvernement français rend hommage au Gouvernement hollandais pour les mesures prises par lui afin d'assurer sa neutralité, tandis qu'il ne dit rien de la Belgique qui a pris des mesures analogues. Cela s'explique par la différence de la situation des deux pays. La Hollande est libre de faire ce qu'elle veut, tandis que la Belgique est neutralisée par les traités qu'elle a signés et qui la lient.

La Gazette de Cologne a reçu de Trèves la nouvelle que le 19 juillet elle rencontre à un lieu entre les uhlands et l'infanterie prussienne de la garnison de Sarrebruck et des chasseurs français.

Après l'échange de quelques coups de feu, les Français, n'acceptant pas le combat, se sont retirés sur le territoire français pour s'y voir par les uhlands.

EDMOND DUVAL.

Courrier de Paris

Paris, vendredi, 22 juillet.

Le Gouvernement a rendu publique ce matin, la note-circulaire adressée par M. de Gramont à tous nos agents diplomatiques. C'est l'exposé de nos griefs contre la Prusse. Elle contient une révélation des plus graves : ce n'est pas la première fois que surgit la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne; il en avait été déjà question en 1869. Le Gouvernement français avait alors présenté ses objections au cabinet de Berlin; M. de Bismark avait répondu que la France ne devait pas se préoccuper d'une combinaison irréalisable, et peu de temps après, M. de Thile, qui remplaçait M. de Bismark, avait engagé sa parole d'honneur, que le prince prussien ne pouvait être un candidat sérieux. Eh bien ! on sait aujourd'hui ce que vaut la parole d'honneur d'un ministre prussien. On voit quel cas il faut faire des accusations dirigées contre la politique française, par ses ennemis de l'extérieur et de l'intérieur.

Nous trouvons aussi reproduit par le *Journal officiel* un article de la *France*, concernant la conduite du gouvernement bavarois. Les députés de la Bavière ne voulaient pas voter les subsides

demandés pour faire la guerre à la France. Le comte de Bray, ministre du roi Louis, est venu alors faire une déclaration mensongère : en affirmant que le territoire allemand était envahi par les Français. Supercherie et mensonge sont les procédés du gouvernement prussien et de ses agents.

Il y a un autre ordre de faits qui soulèvera en France et en Europe une réprobation générale. Notre gouvernement a déclaré que les sujets prussiens pourraient demeurer en France tant que leur conduite ne provoquerait aucune répression; la population, de son côté, se montre très modérée, et il n'y a pas encore un seul exemple d'un prussien outragé ou maltraité à cause de sa nationalité.

Le gouvernement prussien, au contraire, expulse nos nationaux, leur a donné un délai dérisoire pour quitter le territoire prussien, et sur divers points du pays soumis au roi Guillaume, les Français, hommes, femmes et enfants, sont insultés, maltraités. Sous l'orgueil prussien, le barbare perce toujours. Il est à craindre que ces actes, qui ne provoquent de nos soldats de cruels représailles.

La garde impériale est partie : on dit que le départ de l'Empereur aura lieu demain.

Voulez-vous que je vous donne deux détails qui pourront rendre quelque confiance aux plus craintifs? Les voici : — « Hier, à la tribune du Corps législatif, le nouveau ministre de la guerre, le général Dejean, invité à s'expliquer sur l'armement de nos soldats, a déclaré : 1^o, que toute notre armée régulière était munie de chassepots; 2^o, que notre ancien fusil transformé était bien supérieur au fusil à aiguille prussien; 3^o, que nos manufactures pouvaient fabriquer 30,000 fusils par semaine.

Le second renseignement est celui-ci : nous avons déjà à la frontière une armée de 350,000 hommes; l'artillerie, qui depuis le premier Empire n'avait jamais réuni une pareille force compte onze cents pièces de canons, indépendamment des 42 batteries de mitrailleuses. Le corps d'armée qui s'est d'avant gardé est la division qui a fait l'expédition du Mexique. C'est assurément par l'admirable coordination de tous ses éléments la plus belle armée que la France ait jamais pu mettre en ligne devant l'ennemi. Avec de telles forces nous avons le droit d'espérer que la France pourra tout d'abord trapper un grand coup qui décidera du succès d'une rapide campagne.

Il y a encore un autre sujet de comparaison qui peut faire naître chez nous une légitime fierté : il serait ridicule de dire que tout le monde en France est satisfait et enthousiaste; et je ne parle pas de ces indécrottables qui souhaitent la défaite de nos soldats parce qu'ils espèrent qu'elle aurait pour conséquence la chute de l'Empire; il est certain que beaucoup de gens sont attristés de cette guerre et bien des larmes ont déjà coulé. Mais au dessus de cette manifestation de sentiments individuels, se révèle d'une manière éclatante, une admirable résolution : il faut que la France soit victorieuse ! Ce n'est pas là seulement une espérance, c'est une affirmation appuyée par les faits, c'est-à-dire par cette manifestation patriotique que l'on voit dans toute la France : engagements volontaires, souscriptions publiques que en peu de jours arrivent à des sommes énormes, abandon de leur traitement par les fonctionnaires, petites cotisations et dons de toute nature. L'argent ne se cache pas, il afflue de partout; il est, dit-on, le nerf de la guerre. Alors nous sommes bien fortifiés; car déjà en Allemagne les désastres financiers ont précédé l'entrée en campagne.

La Banque de France, suivant l'exemple de toutes les grandes administrations, conservera à ses employés, qui vont à l'armée leurs appointements et leurs droits à l'avancement.

Le chiffre des volontaires dépasse aujourd'hui cent mille.

C'est seulement aujourd'hui que les députés ont été reçus par l'Empereur. Le télégraphe vous a déjà transmis le discours de M. Schneider et la réponse de l'Empereur, demain paraîtra le décret qui confère la régence à l'Impératrice. Il n'y aura pas de conseil de régence; le Conseil des ministres se réunira comme d'habitude. Les ministres actuels conserveront leurs portefeuilles.

Le prince Napoléon est arrivé hier soir; il assistait ce matin au Conseil de guerre tenu à St-Cloud.

Le départ de l'Empereur est fixé à demain.

CH. CANOT.

BOURSE DU 22 JUILLET.

64.75; 4^e cours, 65.40 dernier cours. Londres, 1^{er} 4/8 hausse; 2^e sans changement. Le marché est donc un peu calme mais les affaires sont toujours assez restreintes. Les escomptes continuent sur les titres de spéculation, moins pour satisfaire aux demandes du comptant qui sont fort modérées que pour liquider par anticipation les agents entre eux et dégager, ainsi qu'on l'arrive, la responsabilité de la corporation.

L'Italien a repris assez sérieusement de 54 à 56 et fermé à 55.50. Les chemins français et étrangers ont repris de 15 à 20. Aucun bruit sérieux ne circule.

CELLIER.